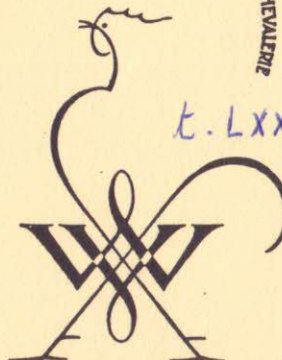


Jean LECLERCQ

Moi aussi j'étais au  
Congrès National Wallon de 1945

LA VIE WALLONNE  
REVUE TRIMESTRIELLE ILLUSTRÉE FONDATEUR CHARLES DE GREVALE



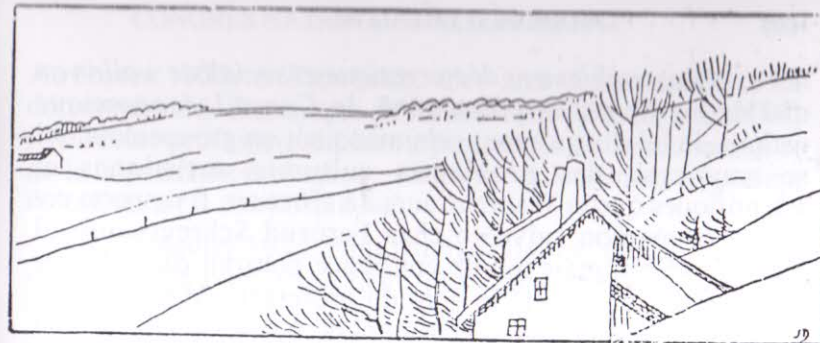
L. LXX, 1996

TOUT LE PAYS WALLON

DIRECTION — ADMINISTRATION : 7, place du XX Août, B-4000 Liège

Éd. resp. : J. D'HEUR, LES AMIS DE LA REVUE « LA VIE WALLONNE », A.S.B.L.

Annuaire du Congrès National  
Wallon des 20-21 octobre 1945 &  
du Colloque « Un événement majeur  
1945 Le premier Congrès national  
wallon » tenu à Liège les 21-22 oc-  
tobre 1996 (Actes publiés dans La  
Vie Wallonne, LXXI, 1997, 240 p.)



## NOTES ET ENQUÊTES

### Moi aussi j'étais au Congrès National Wallon de 1945

#### À Liège, pendant l'occupation

J'ai eu la chance de faire mes études de zoologie à l'Université de Liège malgré l'occupation allemande. J'obtins mon diplôme de licencié le 18 août 1944, vingt jours plus tard, Liège était libérée.

Mes intérêts de naturaliste m'avaient valu l'amitié du professeur Armand Monoyer et de son assistant Fredi Darimont, à l'Institut de Botanique. Dès le printemps 1941, nous avons de longues conversations sur ce qu'il fallait envisager dans l'immédiat et après la guerre (car on croyait à la victoire des Alliés, tôt ou tard), pour la conservation de la nature et pour la coopération des sociétés de naturalistes de Wallonie. Il faut voir là l'origine de plusieurs attitudes et initiatives qui furent déterminantes dans l'histoire des sciences naturelles en Wallonie, même dans celle du mouvement écologique et dans la fondation de l'A.P.I.A.W. (Association pour le Progrès intellectuel et artistique de la Wallonie).

Début 1943, mon ami <sup>Lambert</sup>Hubert Matray, étudiant en Droit, me confia ce qu'il savait des groupes clandestins *La Wallonie*

libre, le *Rassemblement démocratique et socialiste wallon* en mal de survie et, en préparation, le *Conseil économique wallon*. Je lui dis qu'à tout cela manquait un groupement qui se soucierait des problèmes culturels, artistiques et scientifiques que la Wallonie aurait à affronter. Il rapporta cet avis à la réunion suivante chez Fernand Schreurs qui lui répondit «Soit, mais qui de confiance pourrait-on solliciter pour ça?». J'ai suggéré le nom du professeur Monoyer qui, prévenu, nous avait dit, à Darimont et moi, qu'il avait connu Schreurs autrefois, quand, avec Marcel Florkin, ils étaient jeunes militants wallons. Florkin, Monoyer et Schreurs se retrouvèrent en 1943 chez leur ami l'architecte Georges Dedoyard et décidèrent de fonder une *Association pour le Progrès intellectuel et artistique de la Wallonie*. Les réunions clandestines de cette association eurent lieu jusqu'à la Libération dans le bureau du professeur Monoyer, à l'étage de l'Institut de Botanique, rue Fusch.

L'élitisme des fondateurs de l'A.P.I.A.W. ne permettait pas que des motivés mais jeunes comme Darimont et moi fussent cooptés. Cependant nous étions tenus au courant par Monoyer. Une de ses confidences fut que, parallèlement, Schreurs et d'autres amis sûrs préparaient un congrès qui dès la Libération mettrait en discussion l'avenir politique de la Wallonie, allant jusqu'à envisager le rattachement de la Wallonie à la France.

### À Bruxelles, pendant l'occupation

Mes études avaient requis maintes visites à Bruxelles, au Musée royal d'Histoire naturelle. J'y étais le bienvenu. Six de mes premiers articles furent publiés dans le *Bulletin* de ce Musée, de 1941 à 1943, sous le titre de «Notes sur les Hyménoptères des environs de Liège». Mais cet accueil me fit percevoir pour la première fois ce que pouvait être à Bruxelles un certain civisme belge. J'avais intitulé mon premier manuscrit «Notes sur les Hyménoptères du Pays de Liège»; on me pria de remplacer "du Pays" par "de la Province" ou "des environs", parce que notre pays c'est la Belgique et que "Pays de Liège" a un relent irrédentiste.

Dès janvier 1944, mes séjours à Bruxelles devinrent faciles parce que j'allais loger chez Paul Duvigneaud, rue des

Atrébates, 100, à Etterbeek. Cet ami était assistant au département de Botanique de l'Université libre de Bruxelles; il y devint professeur éminent, promoteur de la recherche et de la conscience écologique. Monoyer et Darimont m'avaient recommandé à son hospitalité.

Le 15 janvier 1944, Paul Duvigneaud me dit «Si tu veux, ce soir, va travailler en haut, dans mon bureau, parce que nous aurons une réunion spéciale; on sait qu'on peut te faire confiance, mais...». J'ai préféré rester, ce qui me valut d'abord des explications sur les activités clandestines de *La Wallonie libre*, sur les discussions qui avaient lieu à la direction de ce mouvement notamment à propos de l'avenir de Bruxelles, sur les sentiments des Wallons de Bruxelles. Puis Paul et Lory Duvigneaud reçurent François Simon, venant dire au revoir. Il devait partir le lendemain pour Alger, essayer d'y faire connaître le mouvement patriote wallon. Je vois encore le béret basque qu'il sortit de sa poche et qu'il comptait mettre pour passer les Pyrénées. Il voulait demander au général de Gaulle que la libération des provinces wallonnes fût faite non par les armées britannique ou américaine, mais par l'armée française!

Dans ces conditions, on pouvait imaginer que les populations libérées exulteraient et admettraient volontiers le rattachement de la Wallonie, et pourquoi pas de Bruxelles, à la France! L'homme n'avait pas l'air naïf, mais obstiné; calme et gentil, il m'impressionna.

C'était une utopie? Sans doute, mais elle motiva aussi l'un de mes meilleurs amis, vers la fin de ce même mois de janvier 1944. Georges Allard vint alors me dire qu'il interrompait sa dernière année d'études en Droit à l'Université de l'État à Liège. Il voulait aller à Alger, se mettre au service du général de Gaulle. Il me confia son testament, non sans en remettre une copie à notre ami commun Lambert Matray. Arrêté aux abords des Pyrénées, il n'est jamais revenu des camps de concentration. Je garde sur mon bureau la petite boîte à six compartiments que son grand-père lui avait fait pour mettre ses épingles entomologiques; lui aussi voulait être entomologiste.

Je ne sais plus quand exactement, mais sans doute fut-ce au début de l'été 1944, que j'eus la joie de revoir François Simon chez Duvigneaud. Il nous conta son expédition avec

les détails que j'ai relus dans les «Souvenirs» de Fernand Schreurs (*La Nouvelle Revue Wallonne*, t. X, 1958, n°1, p. 38-39). Certes, ma mémoire a des failles et a pu biaiser, mais elle complète ou corrige ainsi: le général de Gaulle n'aurait pas reçu personnellement François Simon, mais il fut informé et attentif. Par contre, le message des patriotes wallons fut entendu avec sympathie par diverses personnalités, dont l'évêque d'Alger et le diplomate (ambassadeur?) représentant l'U.R.S.S.. Le plus attentif aurait été Emmanuel d'Astier de la Vigerie (j'ai retenu le nom, un nom pareil!) qui expliqua à Simon les difficultés que de Gaulle avait avec les Américains (je n'avais alors aucun soupçon de la chose) et fit comprendre qu'ils accepteraient difficilement que l'armée française prît une part prépondérante dans la Libération de la Belgique – mais qui sait?

### Dès la Libération de Bruxelles

Fin septembre 1944, je revins chez Duvigneaud. Partout à Bruxelles des drapeaux belges et alliés étaient arborés. Rue des Atrébates, il y avait un drapeau belge à chaque maison, sauf au n°100, chez Duvigneaud, où flottait le drapeau français.

Je revins aussi chez Duvigneaud presque tous les mois jusqu'en septembre 1945. C'était pour aller étudier les collections et faire de la bibliographie au Musée royal d'Histoire naturelle, rencontrer des zoologistes, des botanistes, mais, aussi avec Duvigneaud, des militants wallons. On allait retrouver François Simon qui éditait le journal *Le Gaulois* et, tour de force, allait aussi exposer le problème wallon dans des meetings un peu partout en Wallonie. On préparait activement la participation des Wallons de Bruxelles au *Congrès national wallon*. Je ne me souviens du nom de tous ceux que j'ai vus ou entendus comme orateurs, mais manifestement il y avait chez eux une motivation incomparable qui, me semble-t-il, n'était pas soupçonnée dans les partis politiques, ni même chez la plupart des militants wallons de Liège. Certes, tous n'étaient pas des rattachistes excités, il y avait aussi des discrets, des louvoyants et des pragmatiques, mais personne dans ces rencontres n'était pour l'unité de la Belgique telle quelle, ni

pour Léopold III, toujours absent. On était tracassé par ce qu'on rapportait de l'apathie wallonne des gens du Hainaut et d'une possible duplicité des Liégeois. Comme on ne voulait pas empêcher que finalement les Wallons s'unissent en temporisant dans une première phase, tout le monde, même Simon, se préparait à admettre un compromis réaliste après avoir profité de l'occasion d'un plaidoyer retentissant pour la réunion de la Wallonie à la France. C'est donc à Bruxelles, pas à Liège, que j'ai été prévenu de ce qui allait se passer.

### À Liège en 1945, avant le Congrès

Autrefois des professeurs de l'Université de l'État à Liège avaient le privilège d'habiter avec leur famille dans l'institut dont ils étaient directeurs. Désiré Damas habitait l'Institut zoologique, quai Van Beneden, dans l'aile vers le pont, et Henri Frédéricq l'Institut de Physiologie, place Delcour, à l'étage vers la rue des Pitteurs. Début 1944, les bombes volantes tombant partout sur Liège et ses environs, plusieurs autres professeurs trouvèrent refuge avec leur famille et un équipement minimum dans des locaux au rez-de-chaussée des mêmes instituts plus solidement construits que leurs maisons. Zénon Bacq était à l'Institut zoologique, dans l'aile vers la Passerelle, sous les laboratoires de Physiologie animale où, sous sa direction, j'avais préparé mon mémoire de licence. Marcel Florkin était à l'Institut de Physiologie, sous l'amphi où j'avais suivi ses cours de biochimie; Victor Desreux y était aussi.

Le 21 décembre, j'allai comme d'habitude m'occuper des élevages d'insectes que j'entretenais à l'Institut zoologique. Damas me demanda s'il me plairait d'être assistant chez lui; j'en parlai à Bacq qui me dit: «Mais Florkin aussi voudrait vous avoir». Vers 18 heures, j'ai été lui annoncer «Oui et je commencerai tout de suite, sans attendre les formalités de ma nomination». Quand j'arrivai le lendemain, l'Institut de Physiologie était un amas de décombres; aucune victime dans l'Institut, mais Florkin consterné. Pas question d'y déménager mes élevages de phasmes, de vers de farine et autres insectes.

Un jour, à mon arrivée à la Zoologie, toujours pour mes élevages, Bacq m'interrogea: «Leclercq, nous sommes sur la

même longueur d'ondes, avez-vous vu *Le Gaulois*?». En page 2, le courrier des lecteurs contenait ma lettre critiquant la radio belge (I.N.R.), assurant que les Wallons lui préféreraient la radio française et les émissions de la B.B.C. en langue française, revendiquant une radio wallonne. Lettre suivante: même objet, signée de Zénon Bacq! Jusqu'alors j'avais cru Bacq moins soucieux des problèmes wallons que ses amis Florkin et Monoyer. On sait qu'il intervint ensuite très concrètement dans le dossier de la radiodiffusion en Wallonie.

J'ai donné au moins un autre entrefilet au journal *Le Gaulois* (n°138, 28 mars 1945), sous le pseudonyme de La Vorticelle: «Le bilinguisme à l'Université de Liège». C'était une charge contre l'arrêté royal du 16 novembre 1939 prescrivant que pour être bibliothécaire à l'Université de l'État, il fallait justifier d'une connaissance pratique du flamand. De quoi je me mêlais!

Dès la libération, j'avais adhéré à *Jeune Wallonie*, y rencontrant notamment André Schreurs. Je n'y fis pas grand chose, si ce n'est un article sur «Le problème de l'éducation populaire», paru dans *Jeune Wallonie*, 3 (5) du 1<sup>er</sup> mars 1945.

J'ai un souvenir précis de ce qui se passa au cinéma *Carrefour*, le 29 avril 1945; il est aussi dans les «Souvenirs» de Fernand Schreurs (*La Nouvelle Revue Wallonne*, t. X, n°4, p. 176). C'était un dimanche, à 10 heures, manifestation de protestation à l'invitation de *La Wallonie libre* contre "La suspension du *Gaulois*, un mauvais coup pour la Wallonie". Je ne sais plus pourquoi le journal avait été suspendu, mais ce fut l'occasion pour François Simon, orateur principal, d'agiter les Liégeois. Les auditeurs nombreux l'applaudirent debout. Alors, le responsable de l'accompagnement sonore de la séance (firme Astor) crut bon de mettre en marche un disque de *La Brabançonne*. Ce fut un chahut monstre. Mon voisin, un jeune licencié en physique nommé Hébrant, originaire de la province de Luxembourg, se rassit en faisant un bruit énorme et en remettant son chapeau, l'enfonçant jusqu'aux yeux (Schreurs a aussi vu ça). Mon autre voisin était atterré, c'était Alfred Thomsin qui avait été l'un de mes professeurs de latin à l'Athénée royal de Liège et qui fit

carrière comme préfet de l'Athénée royal de Visé et comme professeur de papyrologie à l'Université de Liège.

Bien sûr, c'est dans le domaine des sciences naturelles que je voulais surtout agir avec ma motivation wallingante. Sans attendre la fin des bombardements par V<sup>1</sup> et de la bataille des Ardennes, j'ai fondé le groupe des *Jeunes Naturalistes* qui permit la première rencontre et le premier accueil dans un laboratoire de l'Université (dans le service du professeur Bacq) de lycéens qui voulaient faire de l'entomologie ou de la botanique. Trois sont devenus professeurs à l'Université (Charles Jeuniaux, Jean Moutschen, Ernest Schoffeniels), plusieurs autres des entomologistes renommés par leur publications. Par ailleurs, j'ai apporté mon concours, suivi par ces tout jeunes entomologistes liégeois, à la nouvelle société «Les Naturalistes verviétois», qui avait lancé dès l'automne 1944 une revue *Le Naturaliste amateur*.

Je continuais à rencontrer le professeur Armand Monoyer, son assistant Fredi Darimont, et d'autres animateurs de la Société botanique de Liège. Nous parlions beaucoup de l'A.P.I.A.W. dont par ailleurs mon patron Florkin s'occupait aussi activement. Monoyer en fut le premier secrétaire général. La brochure *Pour renaître* qui annonçait les objectifs de l'association parut en mars 1945; elle indiquait certes la ferme intention de faire connaître l'art moderne, mais aussi celle de favoriser les sciences naturelles et la protection de la nature. Un des chapitres en est intitulé «Pour un Musée wallon des Sciences».

Toujours supporté par Florkin et par Monoyer, j'ai été amené à m'occuper de la *Commission des Sciences* de la Section de Liège de l'A.P.I.A.W. Elle patronna la commémoration du cinquantenaire du *Cercle des Entomologistes liégeois*, fondé en 1945. Tout fut retardé pour faire mieux, en janvier 1947: une *Quinzaine des Sciences naturelles* avec une riche exposition *Insectes et Plantes* qui attira vingt mille personnes.

En même temps, j'eus à m'occuper de la *Commission pour la Protection de la nature* de la Section de Liège de l'A.P.I.A.W. Elle démarra laborieusement à cause d'une certaine mésentente entre les professeurs Monoyer et Bouillenne, celui-ci étant président d'*Ardenne et Gaume*, une association qui apparemment n'avait rien à reprocher à

Bruxelles ou à la Belgique. On me fit secrétaire de cette *Commission pour la Protection de la nature* qui, sous la présidence du Professeur Omer Tulippe, fut pionnière du mouvement écologique liégeois. Elle fit du bruit en publiant, en 1948, son *Manifeste* pour la Sauvegarde du Sart-Tilman. C'est cela qui a suscité l'idée de déménager l'Université dans le massif boisé du Sart-Tilman, à partir de la suggestion faite par Darimont à notre Commission d'y reconstruire d'abord l'Institut botanique, sinistré rue Fusch et avec un jardin trop petit.

Je savais, par mes contacts avec des zoologistes du Musée royal des Sciences naturelles et des sociétés biologiques ayant leur siège à Bruxelles, que toutes ces agitations liégeoises ou bien laissaient indifférents ou bien irritaient les Bruxellois qui ne trouvaient pas opportun de multiplier les groupements et les initiatives régionales. Certains y voyaient de nouveau des signes d'un irrédentisme liégeois. Mais les Wallons de Bruxelles que Paul Duvigneaud m'avait présentés avaient une toute autre compréhension.

Duvigneaud avait obtenu la formation d'une section de Bruxelles de l'A.P.I.A.W. Il venait assez souvent à Liège, pour des excursions écologiques, les réunions de la Société botanique de Liège, et pour parler de l'A.P.I.A.W.

Il rapporta que les adhérents de la section de Bruxelles ne comprenaient pas l'élitisme et les tendances de l'A.P.I.A.W. liégeoise en matière d'art. Ils trouvaient saugrenu qu'à Liège, le progrès intellectuel et artistique s'illustrât en allant jusqu'à faire une exposition du peintre flamand Permeke. Une discussion à ce propos entre Duvigneaud et Florquin, en ma présence, se passa mal.

Plus tard, (quand?), j'amenai Duvigneaud chez le professeur Jean Firket devenu président de l'A.P.I.A.W., de nouveau pour les doléances des membres de la section de Bruxelles. Firket nous invita à un excellent déjeuner au restaurant *Le Vieux-Liège* et nous parla surtout de bon vin. Duvigneaud resta pantois devant cette manière bonhomme de passer le message que les Liégeois n'avaient que faire des remontrances bruxelloises. Dès lors, on ne parla plus d'une A.P.I.A.W. à Bruxelles.

## Invité au Congrès

J'ai oublié à quel titre je dois d'avoir été invité à participer au *Congrès national wallon*. Cette invitation et la carte de congressiste ont été adressées à «Monsieur Jean Leclercq, 41, rue du Faweux, Beyne-Heusay».



CONGRÈS NATIONAL WALLON  
20-21 OCTOBRE 1945

Carte de Congressiste

délivrée à

Monsieur Jean Leclercq  
41 rue du Faweux  
Beyne-Heusay

Le Secrétaire général,  
Fernand SCHREURS

À ce propos, il est utile que je remarque et explique son anachronisme.

En 1937, mes parents ont déménagé dans une ferme qu'ils avaient fait construire sur un terrain dont mon père avait hérité de ses parents, rue du Faweux à Beyne-Heusay. J'avais donné cette adresse aux entomologistes de partout auxquels je m'étais permis d'écrire pour demander un tiré à part de leurs publications – je relate par ailleurs mon souvenir

de ces correspondances. Nous apprîmes un jour que le Conseil communal de Beyne-Heusay avait décidé le 13 janvier 1939 de rebaptiser la rue du Faweux, rue du Professeur Ernest Malvoz. Déjà soucieux de la conservation du patrimoine régional, j'adressai une protestation motivée au bourgmestre Nicolas Dethier. Il me répondit le 28 avril 1939 par une lettre tout à fait aimable et compréhensive, que le Conseil communal me félicitait, mais ne pouvait revenir sur sa décision. Un argument était que les hêtres qui sont à l'origine de la dénomination de rue du Faweux avaient disparu. Nonobstant, jusqu'en 1946, têtue, j'ai continué à donner rue du Faweux comme adresse à mes correspondants belges ou étrangers, et jamais la poste ou les facteurs de Beyne-Heusay ne m'ont rappelé à l'ordre.

L'invitation de participer au Congrès me parvint alors que j'étais, depuis le 26 août 1945, en «congé exceptionnel de 60 jours», du service actif au 35<sup>e</sup> Bataillon de fusiliers, congé obtenu parce que je préparais un mémoire pour le Concours universitaire. Je savais que ce congé serait bientôt remplacé par un congé illimité en vertu de la décision de l'été 1945 de démobiliser les miliciens agents de l'État (l'Armée belge avait sans eux bien assez de recrues des classes qui n'avaient pu être appelées sous l'occupation). En outre, on m'avait attribué un *fellowship* du *British Council*, c'est-à-dire une bourse pour séjourner dans les universités anglaises pendant l'année académique 1945-1946.

Je n'envisageais donc pas du tout de m'engager dans des activités politiques ou syndicales, mais il aurait été contre ma nature de faire une carrière de chercheur rivé à sa spécialité sans autre souci du bien public. Ayant perçu la pertinence du mouvement wallon, j'avais commencé à y être présent à ma manière. Je n'ai donc pas trouvé anormal qu'on m'invitât à participer au *Congrès national wallon*.

Je n'ai pas craint une incompatibilité entre mon statut d'agent de l'État, ayant prêté serment, et la participation à une manifestation que certains jugeaient séditionnelle. Pour moi un serment sur un texte ne peut pas être absolument inconditionnel. Pour exiger une loyauté absolue, un État doit quand même la mériter. Si la victoire des Alliés avait un sens, c'était évidemment d'avoir donné tort à une certaine manière d'être d'États comme la Belgique neutre ou la France de

Vichy. C'était surtout d'avoir rendu la liberté de penser, de critiquer, de vouloir mieux pacifiquement. Alors, le mieux pour le Pays de Liège, pour la Wallonie, pour la Belgique, pour la France, pour la Paix, pour la Science, c'était quoi? Qu'on recommençât tout avec les structures d'avant? J'étais trop libertaire pour avoir besoin d'être rassuré par l'exemple de mes professeurs, par celui des Français qui avaient renié le régime de Vichy, ou par des conseillers bons juristes. Je voulais y aller.

### Présent au Congrès

Je vais essayer de rapporter mes souvenirs du Congrès tels qu'ils étaient avant la lecture du document qui fut publié peu après sous le titre *Le Congrès de Liège des 20 et 21 octobre 1945. Débats et Résolutions*; que je n'ai vu qu'à mon retour d'Angleterre, après l'été 1946.

J'ai trouvé place vers le milieu de la salle du Congrès, côté droit. Mes voisins étaient Paul Duygneaude, Fredi Darimont, le professeur Armand Monoyer. À la rangée de sièges juste derrière, j'ai retrouvé Léon Joiris, devenu avocat, qui avait été mon condisciple à l'École communale primaire de Beyne-Heusay, que j'avais rencontré peu souvent pendant l'occupation, dont le beau-père était Nicolas Dethier, le bourgmestre de Beyne-Heusay, personnalité dans le syndicat des mineurs, qui, je pense, n'avait pas comme nous la motivation d'un militant socialiste wallon.

Sur l'estrade, je vois encore dans toute sa prestance le président Joseph Merlot et mon patron le professeur Marcel Florkin. Je n'ai pas souvenir d'avoir vu parmi les participants l'un ou l'autre de mes anciens condisciples «rattachistes» de l'Athénée royal de Liège, en 1939, Paul Leburton, François Perin; mais peut-être bien Léon Braine et Lambert Matray. Assis à côté de notre ancien professeur Alfred Thomsin, Armand Nivelles y était bien.

Le rapport du secrétaire général Fernand Schreurs m'a paru fort par ses arguments, son objectivité et sa cohérence. J'ai retenu ensuite le discours de Marcel Philippart en faveur de la Belgique unie, mais faisant droit aux Wallons et aux Flamands. C'était brave, pathétique, prenant par la sincérité. Les autres interventions d'avant et d'après m'ont paru faire

partie du jeu dont l'issue était convenue. J'y percevais des feintes, du bavardage, de la pusillanimité, du formalisme. Fernand Dehousse était en outre dogmatique et trop rusé. Même François Van Belle plaidant pour l'autonomie de la Wallonie m'a paru équivoque: envisageait-il simplement une étape nécessaire vers une intégration dans la République française, ou vers une imaginaire nouvelle configuration de l'Europe occidentale?

On attendait François Simon. Il fut un tribun formidable, l'auditoire applaudissait. Ce fut un délire quand brusquement il déploya devant son pupitre une grande carte de la France avec la partie colorée qui lui manquait: la Wallonie.

On vota dans le calme. Je suis sûr<sup>a</sup> que mes trois voisins botanistes, Léon Joiris derrière nous, et Florkin sur l'estrade ont voté pour la réunion de la Wallonie à la France. Le résultat fut applaudi – Florkin m'a dit après que pour certains c'était la consternation. Mais le président dirigea habilement la suite de la soirée vers la solution raisonnable qui ferait l'union des Wallons. Je ne m'attendais pas à ce que Simon lui-même appelât à la résignation avec au moins l'apparence d'une parfaite sincérité. Ce qui me déplut le plus, ce fut l'intervention de Dehousse; il qualifia le vote de catastrophique parce qu'il ne pouvait qu'être mal pris par l'Angleterre et les États-Unis; il avait des informations, qu'il ne pouvait pas divulguer, pour être sûr que la menace était réelle. Croyait-il que ce chantage allait dissuader l'un ou l'autre rattachiste? Ma conviction est qu'au contraire il contrecarrait les appels précédents de Simon et de Van Belle en provoquant un sursaut qu'on pourrait qualifier de gaullien.

En tout cas, le président et d'autres responsables craignaient que le second vote, avec des tickets jaunes, le jour même ou le lendemain, ne confirmât le premier, ou même aggravât sa portée par le report de votes autonomistes (n°3) sur le vote rattachiste (n°4). À la fin, ce fut confus; je n'ai pas compris pourquoi on a improvisé de bousculer tout en nous demandant de lever notre carte de congressiste. Je ne sais plus ce que j'ai levé: cette carte, ou la carte de vote jaune indivise, ou les deux en même temps.

**1**

**Structure unitaire  
avec  
modifications**

**2**

**Autonomie  
dans le cadre  
de la Belgique**

**3**

**Indépendance  
de la Wallonie**

**4**

**Réunion  
de la Wallonie  
à la France**

Le lendemain, arrivant devant le Palais des Congrès, je vis un groupe de congressistes, de journalistes et de curieux. Parmi eux, un officier français en uniforme. J'ai demandé à quelqu'un: «Ils sont déjà là?».

La séance me laisse le souvenir de beaucoup d'explications rassurantes ou vaillantes, coupées d'applaudissements dont certains ravivaient l'exubérance du jour d'avant. Je tenais en main ma carte de vote jaune indivise comme si elle allait quand même finalement servir. Je l'ai conservée avec deux notes écrites au verso. Derrière le ticket n°2, j'ai écrit ce que le président Merlot dit à un moment donné: «Vous êtes parvenus à être enthousiastes et raisonnables à la fois, je vous félicite». Derrière le ticket n°1: «43, rue Mosselman, Mlle Simon» – il s'agissait de l'adresse d'Irène Simon, assistante du professeur Bohet à la chaire de Littérature anglaise; un congressiste me l'avait donnée après m'avoir appris qu'elle aussi se préparait à partir pour l'Angleterre, avec une bourse du *British Council*.



Bref, on était là pour confirmer que l'option du mouvement wallon était désormais de réclamer le fédéralisme au sein de l'État belge. Restait à préciser ce qu'on entendrait finalement, en pratique, par fédéralisme, et à compter sur les congrès à venir, sur la sensibilisation de l'opinion publique, des partis et mouvements politiques. Mais il convenait que notre loyauté belge et notre réalisme s'accommodassent de notre profond attachement à la France et du rêve que les Wallons les plus téméraires avaient fait. Pour cela, on eut le poignant discours de l'écrivain Charles Plisnier, et on chanta *La Marseillaise*.

J'ai quitté le Congrès avec la satisfaction d'avoir accompli un devoir patriotique. Il fallait y aller, mais pour la suite, à chacun son métier. Que les politiciens préparent et obtiennent le fédéralisme, mais moi je dois faire ma carrière de chercheur, d'entomologiste. C'est dans les laboratoires anglais que je devais aller le plus vite possible, pour préparer ma thèse de doctorat.

### Réflexions après le Congrès

Quand plus tard, j'ai lu le document *Le Congrès de Liège des 20 et 21 octobre 1946. Débats et Résolutions*, quand je l'ai relu récemment, je n'ai rien trouvé qui serait en désaccord avec mon souvenir. Cependant, il est possible que ce rapport édulcore la pugnacité des rattachistes et réduise le rôle des congressistes venus de Bruxelles. Il est illustré par 8 photos d'orateurs: Merlot, Schreurs, Philippart, Glineur, Dehousse, Rey, Van Belle et Levaux; ainsi les partis politiques d'alors ne pouvaient pas se plaindre. Mais comment expliquer l'absence d'une photo de Simon et de Plisnier?

On rapporte que pour clôturer le président entonna *Le Chant des Wallons*, que toute l'assistance reprit en chœur. Ce ne fut certainement pas la même réussite que celle de *La Marseillaise* un peu avant: bien peu de congressistes connaissaient toutes les paroles de ce chant dans une langue qu'ils ne pratiquaient guère, ou plus.

Le document a pour finir 7 pages mentionnant par ordre alphabétique «Quelques membres du Congrès National Wallon». Je n'y figure pas, Paul Duvigneaud non plus. Ni M. Demadi, le congressiste de Bruxelles qui devait aussi

défendre la thèse du rattachement, mais qui renonça parce que, dit-il, il n'avait rien à ajouter au discours de Simon. En fait, ce répertoire laisse croire à une représentation des Wallons de Bruxelles bien inférieure à ce qu'elle était. J'ai l'impression qu'à Liège et dans le Hainaut, sinon ailleurs, on les trouvait encombrants, fiables seulement jusqu'au jour où le fédéralisme impliquerait des accords avec la Flandre qui désavantageraient Bruxelles. J'ai donc été surpris, par la suite, de la disparition du journal *Le Gaulois*, d'apprendre que Simon était allé vivre en France, de voir qu'on parlait de moins en moins des «Wallons de Bruxelles» tandis qu'on parlait de plus en plus des «francophones» de Bruxelles, de la périphérie, et de Louvain.

Souvenir et relecture du rapport m'inspirent maintenant un autre commentaire d'entomologiste serein. Il est vrai que beaucoup de doléances exprimées au Congrès mettaient en cause directement ou indirectement, une certaine mentalité des Flamands, des attitudes passées ou récentes du Mouvement flamand. Mais je trouve surprenant qu'aucun orateur, fût-il passionné ou bien documenté, n'ait paru craindre ce qui allait effectivement se passer. Divergences dans l'Affaire royale et dans les conflits qui se termineraient par le Pacte scolaire. Puissantes manifestations populaires clamant «Brussel vlaams» et «Walen buiten». Déménagement de l'Université catholique de Louvain. Annexion des Fourons. Intransigeances pour les facilités linguistiques en territoire flamand. Projet d'indépendance de la Flandre. Était-ce tellement imprévisible? Était-ce seulement plus imprévisible que l'incapacité des élus wallons de s'accorder sur un projet quelconque de fédéralisme avant d'y être forcés par les réalités de la Flandre?

Ma dernière réflexion est pour les absences notoires dans la préparation et aux journées du Congrès. On y vit d'éminents professeurs de l'Université de l'État à Liège, mais ni Raymond Bouillenne, ni Omer Tulippe, personnalités que je note parce qu'on les verra peu après sympathiser avec le mouvement wallon et intervenir dans l'élaboration de ses dossiers culturels et économiques. On n'a pas vu non plus Marcel Dubuisson alors tout entier pris par son enseignement et son laboratoire et que personne n'imaginait intéressé par une carrière de recteur de l'Université. Puis-je risquer une explication au moins partielle de l'indifférence de Dubuisson,

qui persista, vis-à-vis du mouvement wallon ? Il n'était pour ainsi dire ni Liégeois, ni Wallon; francophone né et éduqué en Flandre orientale, il vint faire carrière à l'Université de Liège alors que la flamandisation de l'Université de Gand ne pouvait lui convenir.

Autre absent notoire en 1945, André Renard. Il n'imaginait pas alors qu'il lui reviendrait de donner un essor décisif au mouvement wallon après le deuxième assagissement de celui-ci, consécutif au règlement de l'Affaire royale en 1950.

Jean LECLERCQ

Professeur émérite de la Faculté universitaire  
des Sciences agronomiques de Gembloux

